

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex
ud67.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Strasbourg, le 27 juin 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

publié sur 
LAVALSACE
ZI - 16 rue du Ried
67850 Herrlisheim

Références : 3935/SD/AG

Code AIOT : 0006703935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement LAVALSACE, implanté ZI - 16 rue du Ried 67850 Herrlisheim.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale collective, portant sur les rejets dans l'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried 67850 Herrlisheim
- Code AIOT : 0006703935 - Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société LAVALSACE exploite un centre de lavage dédié au nettoyage haute pression de l'intérieur des citernes routières et des réservoirs mobiles, y compris ceux ayant contenu des substances classées dangereuses.

Thème de l'inspection : Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	
3	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	


4	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	
5	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités, aucune suite n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	
Thèmes : Actions régionales - Déclaration GERP	
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N 1.	
Constats : La déclaration des données d'émissions polluantes a été saisie pour l'année 2024. Cela n'avait cependant pas été réalisé en 2023, l'exploitant devra veiller à être plus régulier dans ses déclarations.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suites	

N° 2 : Complétude de la déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	
Thèmes : Actions régionales - Déclaration GERP	
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare, chaque année, au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :	
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau, de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;	
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, dans le sol, de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;	

- les volumes d'eau consommée ou prélevée, dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur, dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau, au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie), dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière, pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts, hors du site, provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante, même si elle est inférieure aux seuils.

II.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare, chaque année, au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement, dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare, chaque année, au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement, dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination utilisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.


[...]

Constats :


Le prélèvement d'eau de l'exploitant est toujours en dessous des seuils de déclaration (maximum 38 000m³/an, pour un seuil de déclaration de 50 000m³/an sur réseau d'eau potable), il n'est donc pas saisi. La partie « déchet » de la déclaration est renseignée.

Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suites


N° 3 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	
Thèmes : Actions régionales - Autosurveillance	
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires, sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont tenus à la disposition de l’inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l’inspection des installations, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d’analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. L’arrêté préfectoral peut prescrire l’obligation et le délai de transmission dans d’autres cas, lorsque le contexte local le justifie.	
Constats : Les déclarations relatives aux surveillances des rejets dans les eaux superficielles sont saisies régulièrement sous GIDAF, tous les mois (période 2024/2025 examinée). Les rejets n'ont lieu que quelques jours par mois (stockage des rejets pour traitement en grande quantité). Des dépassements des seuils fixés par l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021 sont observés pour l'indice phénol, sur la période d'octobre 2024 à mars 2025. L'exploitant indique que cela est dû à un client en particulier, qui fournit des cuves pas complètement vides. Des actions correctives ont été déployées : Des mesures de l'indice phénol ont été réalisées tous les jours pour surveiller, avec possibilité de stocker les rejets non conformes pour les envoyer en traitement, des vérifications de filtre ont été effectuées. Des procédures ont également été mises en place avec ce client, qui doit être plus attentif à bien vider ses cuves, dans le cas contraire l'exploitant peut renvoyer les cuves. Les déclarations d'avril et mai 2025 sont conformes.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant formalisera son plan d'action défini suite aux dépassements en phénol. Il le transmettra à l'inspection dans un délai de 2 mois.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suites	

N° 4 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	
Thèmes : Actions régionales - Eau	
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.	
Constats : Le site dispose d'un point de prélèvement qui a été vu lors de la visite, situé en sortie de traitement avant envoi dans la canalisation menant au point de rejet dans la Moder : il est accessible et permet des interventions en toute sécurité.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suites	

N° 5 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	
Thèmes : Actions régionales - Eau	
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».	
Constats : Il existe un point de prélèvement, il est muni d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé tous les jours, les résultats sont reportés sur un registre. En 2024, la somme des prélèvements réalisés est de 12267 m ³ , ce qui est bien inférieur au seuil de déclaration GEREPE, et à la valeur autorisée par l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021 (38 000m ³ /an).	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suites	